



Requête au juge aux affaires familiales en vue de la délivrance d'une ordonnance de protection

(Articles 515-9 et suivants du code civil et articles 1136-3 et suivants du code de procédure civile)

Vous subissez des violences conjugales (physiques, psychologiques ou sexuelles) au sein de votre couple ou de la part de votre ancien conjoint, concubin ou partenaire d'un pacte civil de solidarité, qui mettent en danger vous, et/ou vos enfants. Vous êtes menacé(e) d'un mariage forcé. Vous souhaitez obtenir des mesures de protection.

*Nous vous invitons à lire attentivement **la notice** avant de remplir ce **formulaire**.*

Vous voudrez bien cocher les cases correspondant à votre situation, renseigner les rubriques qui s'y rapportent, joindre les pièces justificatives nécessaires, dater et signer ce formulaire.

Votre identité :

Madame Monsieur

Votre nom (de naissance):

Votre nom d'usage (ex. nom d'épouse)

Vos prénoms :

Votre date et lieu de naissance : | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | à _____

Votre nationalité : _____

Votre profession : _____

Votre adresse :

Code postal | _ | _ | _ | _ | _ | Commune: _____ Pays: _____

Si vous ne souhaitez pas communiquer votre adresse au défendeur, cochez la case correspondante 1° du paragraphe V se trouvant page 5.

Votre adresse électronique :

_____ @ _____

Votre numéro de téléphone: | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ | _ |

Vous demandez au juge aux affaires familiales du tribunal de grande instance de :

Code postal |__|__|__|__|__| Ville _____
(voir notice « à qui adresser votre demande »)

de statuer sur les points suivants :

Veillez cocher la ou les cases correspondant à votre demande et compléter si nécessaire :

I. Concernant le défendeur :

1° L'interdiction pour le défendeur de recevoir et rencontrer certaines personnes ou d'entrer en relation avec elles (y compris avec vous).

Précisez l'identité des personnes concernées, leur adresse (sauf si, s'agissant de votre propre adresse, vous demandez l'autorisation de la dissimuler : voir V. 1° et votre lien de parenté :

2° L'interdiction pour le défendeur de détenir ou porter une arme (avec, le cas échéant, l'obligation de les remettre à un service de police ou de gendarmerie) :

II. Concernant les enfants :

1° L'exercice conjoint ou exclusif de l'autorité parentale :

2° Le lieu de résidence habituelle du ou des enfants :

3° Le droit de visite et d'hébergement concernant le ou les enfants :

4° Une demande d'interdiction de sortie du territoire du ou des enfants sans autorisation conjointe des parents:

III. Concernant le logement :

1° La résidence séparée des époux(ses) en précisant lequel (laquelle) des deux continuera à résider dans le domicile conjugal, avec l'indication des modalités de prise en charge des frais afférents à ce logement :

2° L'attribution de la jouissance du logement familial au (à la) partenaire du PACS ou au (à la) concubin(e) victime, avec l'indication des modalités de prise en charge des frais du logement :

IV. Concernant les obligations financières :

1° La contribution aux charges du mariage pour les couples mariés :

2° L'aide matérielle pour les partenaires de PACS :

3° La contribution à l'entretien et à l'éducation du ou des enfants :

V. Demandes vous concernant :

1° L'autorisation de dissimuler votre domicile ou votre résidence, et d'élire domicile

chez l'avocat qui vous assiste ou vous représente.

Précisez le nom et les coordonnées de l'avocat : _____

auprès du procureur de la République du tribunal de grande instance de _____

2° L'admission provisoire à l'aide juridictionnelle

3° Si vous le souhaitez, le juge aux affaires familiales peut ordonner à votre égard une interdiction temporaire de sortie du territoire conformément à l'article 515-13 du code civil :

Oui Non

Motifs :

VI. Autre(s) demande(s), précisez :

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) _____ certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce formulaire **sont** exacts.

Fait à : _____ Le |_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Signature

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires de ce formulaire.